

# REGARDS

**Etude annuelle 2018**

**Il y a 70 ans :  
La naissance de l'Etat d'Israël**

**Par Frédérique Schillo**

**Revue Regards**

Centre Communautaire Laïc juif David Susskind

Rue de l'Hôtel des Monnaies 52 - 1060 Bruxelles

[regards@cclj.be](mailto:regards@cclj.be) - [www.cclj.be/regards](http://www.cclj.be/regards)

## Table des matières

1. Introduction.....	1
2. David Ben Gourion, le rêveur obstiné .....	4
3. L'audace de la diplomatie sioniste .....	8
4. Une décision au cœur du chaos .....	13
5. L'accélération de l'Histoire, 12-14 mai 1948.....	18
6. Conclusion .....	21

## 1. Introduction

Elle figure parmi les grandes dates de l'Histoire du XX<sup>e</sup> siècle. Le 14 mai 1948 est proclamée l'indépendance de l'Etat d'Israël. Un nouvel Etat naît au Moyen-Orient, ou plutôt l'Etat juif renaît après 2 000 ans. C'est un moment paradoxal : la création d'Israël est à la fois l'aboutissement d'un projet ancien, le sionisme, qui a été pensé, défendu, discuté, par des politiques, des intellectuels, en Europe et aux Etats-Unis depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle – donc un phénomène à replacer sur le temps long – et un mélange de ce qu'on appelle familièrement en hébreu la *haltoura* ; c'est-à-dire une chose décidée à la dernière minute, qu'on met en place un peu dans la précipitation. L'événement, tant espéré, tant attendu, surgit littéralement.

La proclamation de l'Etat d'Israël est décidée quelques heures seulement avant la fin du mandat britannique, prévue le 14 mai 1948 à minuit. Deux jours plus tôt, David Ben Gourion, le président de l'exécutif de l'Agence juive et chef de la Haganah, convoque le Conseil des Treize, une émanation du Conseil du peuple (*Moetzet Haam*, composé de 37 membres), mis sur pied par le Conseil général sioniste pour représenter les diverses tendances du mouvement. Il doit pouvoir agir comme un gouvernement provisoire si l'Etat est effectivement proclamé à Tel-Aviv. Pourquoi Tel-Aviv ? C'est l'une des rares cités à ne pas être plongée dans la guerre tandis que Jérusalem, où siègent les institutions sionistes, se trouve encerclée par l'ennemi, comme coupée du monde. Deux membres du gouvernement y sont d'ailleurs retenus<sup>1</sup>. Un autre, Yitzhak-Meir Levin, étant resté à New-York, le gouvernement provisoire compte seulement 10 membres, au lieu des 13 habituels<sup>2</sup>. Ils se retrouvent le 12 mai pour écouter un premier point de situation. C'est le début d'un marathon de 11 heures de débats.

Les nouvelles sont mauvaises. « *Il y aura la guerre* », leur annonce d'emblée le commandant des opérations militaires de la Haganah, Yigal Sukenik (le futur Yigal Yadin). Si les armées arabes envahissent le territoire, ajoute-t-il, « *nos chances sont de 50-50* ». Après tout, la Haganah n'est alors qu'une jeune troupe de 30 000 hommes inexpérimentés et mal équipés face à ce qui s'annonce comme une marée de plusieurs armées arabes ; certaines, à l'image de la Légion arabe jordanienne, entraînées par les meilleurs généraux britanniques.

Les craintes se précisent. Golda Meyerson (Meir), la directrice du département politique de l'Agence juive, vient exposer au gouvernement le déroulement de son entrevue secrète avec Abdallah de Transjordanie, le 10 mai à Amman. Ben Gourion l'avait chargée de proposer « *un règlement basé sur la résolution de l'ONU [le plan de partage], des rectifications réciproques de frontières.* » Mais leurs négociations se sont soldées par un échec : les armées arabes voisines vont envahir l'Etat. « *S'il y a la guerre, nous lutterons*

---

<sup>1</sup> Il s'agit de Yehuda Leib Maimon et Yitzhak Gruenbaum.

<sup>2</sup> Le gouvernement provisoire au complet compte les 13 membres suivants : David Ben Gourion, Mordechai Bentov, Peretz Bernstein, Yitzhak Gruenbaum, Eliezer Kaplan, Yitzhak-Meir Levin, Yehuda Leib Maimon, David Remez, Pinhas Rosen, Haïm-Moshe Shapira, Moshe Shertok (Sharett), Bechor-Shalom Sheetrit et Aharon Zisling.

*de toutes nos forces* », a prévenu Golda. « Naturellement », a répondu, laconique, le souverain hachémite, « *vous devez repousser une attaque* »<sup>3</sup>.

Or, par ailleurs, les Américains demandent aux sionistes de faire preuve de pondération face à une opinion publique juive euphorique à mesure que la fin du mandat britannique approche. Sans compter la pression mise par Menahem Begin, le leader de l'Irgoun Zvai Leumi (ou Etzel) qui menace de déclarer l'indépendance si son rival Ben Gourion n'ose pas le faire lui-même.

« *Ne proclamez pas l'indépendance !* » a imploré le Secrétaire d'Etat américain George Marshall à Moshe Shertok (Sharett), le futur ministre des Affaires étrangères d'Israël, qui lui demandait une audience en urgence, le 8 mai à Washington, afin d'éclaircir la position des Etats-Unis. « *Ne vous fiez pas à vos conseillers militaires. Ils ont juste remporté quelques succès. Que se passera-t-il en cas d'invasion prolongée ?* »<sup>4</sup>

Marshall lui a suggéré de différer la déclaration, de trois mois par exemple, le temps d'obtenir une trêve. Impossible, a rétorqué Sharett, car cette décision de proclamer l'Etat contient pour le peuple juif « *les espoirs de plusieurs siècles, de générations* »<sup>5</sup>. Imperturbable, le chef de la diplomatie américaine lui a alors confié sur le ton de la menace : « *Si vous perdez, nous ne viendrons pas vous aider* ». De retour à Tel-Aviv, Shertok retrouve Ben Gourion pour lui rapporter sa conversation avec George Marshall. « *Je pense qu'il a raison* », lâche Ben Gourion, qui l'invite à en faire part au gouvernement, mais sans mentionner les toutes dernières paroles du Secrétaire d'Etat américain, bien trop sombres<sup>6</sup>.

Ces informations bouleversent les débats à Tel-Aviv. Certains partisans de la proclamation immédiate comme David Remez et Pinhas Rozenblit hésitent, puis s'en remettent désormais à une trêve. « *Si nous attendons trois mois comme les Américains nous le demandent, nous aurons des armes* », plaide Israel Galili, le chef d'état-major de la Haganah qui trouve là l'occasion, sinon d'empêcher le futur conflit, du moins de s'y préparer au mieux en offrant au futur Etat les moyens de se défendre.

« *Il est temps d'arrêter de rêver* », intervient Ben Gourion, « *il est temps de prendre une décision.* » Après 11 heures de débats, les membres du Conseil passent au vote. Le résultat est serré : 6 voix en faveur de la proclamation de l'indépendance contre 4<sup>7</sup>.

Ou du moins est-ce la version officielle car ce vote n'a jamais été consigné dans les minutes des débats. Les résultats ont-ils été effacés pour ne pas gêner la réputation de ceux qui s'étaient alors opposés à la création de l'Etat ? Cela n'a pourtant pas empêché les rumeurs de se propager ni la réputation du modéré Moshe Sharett d'être durablement

---

<sup>3</sup> Cité par Meron Medzini, *Golda Meir. A Political Biography*, Berlin, De Gruyter, 2017.

<sup>4</sup> Cité par Asaf Siniver, *Abba Eban. A Biography*, New York, Overlook Duckworth, 2015, p. 99.

<sup>5</sup> Cité par Gabriel Sheffer, *Moshe Sharett. Biography of a Political Moderate*, Oxford, Clarendon Press, 1996, p. 323.

<sup>6</sup> Cité par Anita Shapira, *Ben Gourion. Le père de l'Israël moderne*, Tel-Aviv, Am Oved, 2015, p. 134.

<sup>7</sup> Six voix en faveur de la proclamation de l'Indépendance : David Ben Gourion, Moshe Shertok, Aharon Tzislings et Mordechai Bentov (Mapai), Moshe Shapira (Mizrahi), Peretz Bernstein (Sionistes généraux) ; quatre voix contre : Eliezer Kaplan et David Remez (Mapai), Pinhas Rozen (Progressistes) ; Bechor Shitrit (parti Sépharade).

ternie, lu qui s'est vu accusé – à tort – d'avoir trahi la cause sioniste en votant contre l'indépendance. Le vote a-t-il été inventé de toutes pièces pour donner un caractère démocratique et collégial à une décision qui apparaîtra ensuite comme le geste d'un seul homme, David Ben Gourion ? A-t-il au contraire été imaginé pour renforcer la figure charismatique du « Vieux », en le présentant comme un prophète désarmé qui aurait héroïquement arraché la décision, convaincant l'un après l'autre les membres du Conseil national ? Quelle que soit la raison, si les historiens parlaient jusqu'à présent du vote sans pouvoir, et pour cause, se référer à aucune source, ils commencent à admettre aujourd'hui que ce vote historique n'a jamais existé<sup>8</sup>.

Comment l'indépendance s'est-elle alors imposée ? Quels sont les arguments qui ont plaidé en sa faveur ? Et en quoi proclamer la création d'Israël pouvait-il être un acte raisonnable, ou au contraire absolument passionnel, au moment où les sionistes, lâchés par l'allié américain en plein chaos de la guerre civile, affrontaient le spectre d'un conflit régional ? Pour y répondre, nous allons déconstruire l'événement en étudiant successivement sa dimension politique, notamment à travers l'idée de l'Etat chez Ben Gourion, l'influence du facteur diplomatique avec les succès inouïs de la diplomatie sioniste, puis l'importance cruciale du fait militaire en raison du poids de la guerre, et reprendre ainsi le fil chronologique qui a mené au tournant historique du 14 mai 1948.

---

<sup>8</sup> Tom Segev est le premier à l'écrire noir sur blanc dans sa biographie de Ben Gourion : Tom Segev, *Un Etat à tout prix. Biographie de David Ben Gourion.*, Jérusalem, Keter, 2018 (en hébreu).

## 2. David Ben Gourion, le rêveur obstiné

« *Sans Ben Gourion, personne n'aurait eu le courage de déclarer l'indépendance* », a dit Golda Meir. Président de l'exécutif de l'Agence juive, chef du Yishouv et, surtout véritable décideur de la politique sioniste depuis plus d'une décennie avant de proclamer l'indépendance, David Ben Gourion est l'homme-clé de l'événement, à tel point que l'historiographie israélienne a longtemps résumé l'indépendance de l'Etat à travers la geste d'un seul homme. Avant tout, Ben Gourion est l'un de ceux qui ont le plus pensé l'Etat.

La création de l'Etat d'Israël n'est pas un événement qui allait de soi. Plus encore, si l'indépendance nationale et la sécularisation du peuple juif sont au cœur du projet sioniste, l'Etat en tant que tel n'apparaît pas à tous comme une fin en soi. Le philosophe Martin Buber, par exemple, se refuse à penser un sionisme purement étatique et ne souffre pas les dérives autoritaires de l'Etat que peuvent être le patriotisme, le nationalisme et le militarisme exacerbés. Buber ne veut pas, contrairement à Ben Gourion, que l'Etat juif devienne un jour un Etat comme un autre. Quand certains sont obnubilés par la puissance et l'influence de l'Etat, Buber, partisan d'un binationalisme, engagé avec d'autres intellectuels dans *Brit Shalom* (l'alliance pour la paix), le rêve modèle de justice, « *Or leGoyim* » (la « lumière des nations », Nombres, XXIII, 9)<sup>9</sup>.

D'ailleurs on parle à l'époque plus volontiers de nation ou de « *foyer* » juif (selon les termes de la déclaration Balfour du 2 novembre 1917, déjà utilisé en 1893 par le penseur autrichien Nathan Birnbaum, inventeur du terme « sionisme ») que d'Etat juif, même si l'ouvrage-programme de Theodor Herzl, publié en 1896, s'intitule *L'Etat des Juifs*. D'ailleurs, l'année suivante le premier congrès sioniste réuni à Bâle ne se réfère à aucun moment à l'Etat.

Longtemps, les sionistes ne discutent pas de structure étatique. Pas ouvertement, du moins. Le sujet est soigneusement évité, à la fois pour ne pas provoquer les Arabes, ni raidir les possibles soutiens occidentaux. Toutefois le risque est grand, *a contrario*, à force d'éluder la question concrète de l'Etat, de démobiliser les communautés juives autour de ce qui demeure quand même l'objectif final du sionisme.

Certains sionistes théorisent même ce silence : « *Ne dites pas tout haut vos réussites et quand il y a des réussites, ne dévoilez pas vos plans* », écrit Vladimir Ze'ev Jabotinsky en 1905. Paradoxalement, c'est lui qui deviendra le plus fervent partisan de la création de l'Etat au moment où triomphe la « voie silencieuse » avec le consensuel Haïm Weizmann et le tournant de la déclaration Balfour en 1917 sur la création d'un « *foyer national juif* » en Palestine. Pour Weizmann, le rapport de force défavorable aux Juifs leur impose de faire profil bas, selon le proverbe du chameau et de la tente :

« *D'après la déclaration [Balfour], il semble qu'on nous demande de devenir maîtres du pays. Tant que nous n'avons ni le peuplement, ni l'argent requis, nous ne pouvons guère demander plus. Si nous nous fixons des buts modestes et que nous les atteignons du mieux possible, nous finirons par gagner la confiance du gouvernement britannique. Mais si*

---

<sup>9</sup> Cf. Dominique Bourel, *Martin Buber. Sentinelle de l'humanité*, Paris, Albin Michel, 2015.

*nous avons des exigences radicales et si nous ne passons pas immédiatement à l'acte, ils n'auront plus confiance en nous. [...] Dans un proverbe anglais, il est question du chameau et de la tente : d'abord le chameau met un pied dans la tente, puis il se glisse à l'intérieur. C'est la politique que nous devons suivre. Nous devons éviter les aspérités. »<sup>10</sup>*

Il faut attendre le XVII<sup>e</sup> Congrès sioniste de Bâle en 1931, sur la demande insistante et brutale de Jabotinsky, qui a fait sécession et fondé son parti révisionniste en 1923, pour parler d'Etat. Mais encore est-ce pour l'enterrer à nouveau. Un autre leader fait le même cheminement stratégique, en partant toutefois de l'autre bord du spectre politique : David Ben Gourion.

Ben Gourion était extrêmement préoccupé par la notion d'Etat. Il est hanté par l'échec historique des Juifs à sauver leur Etat, notamment du fait de leurs divisions internes, et leur incapacité à conserver une structure étatique durant l'exil. Il écrit en 1936 à Menahem Ussishkin, le père du sionisme travailliste : « *Aucun danger extérieur, même le pire, ne m'a effrayé, mais je suis horrifié par le danger interne, le danger de l'aveuglement politique...* »<sup>11</sup>

D'où la nécessité pour lui de restaurer l'Etat juif, d'insuffler un esprit de l'Etat – la *mamlahtiout* – que l'on pourrait traduire par la force unitaire de l'Etat. Et avant cela, il faut, pense-t-il, fortifier le Yishouv, et utiliser la période transitoire qui est imposée pour littéralement éduquer le peuple juif à l'idée d'Etat.

Longtemps, Ben Gourion privilégie une approche progressive, sioniste socialiste, où l'Etat serait l'aboutissement à la fois de la présence juive en terre d'Israël et du labeur populaire. En 1915, il écrit : « *Un Etat vous ne l'avez pas en restant assis dans de paisibles débats. L'Etat, vous le gagnez par le travail et [...] une aliyah juive massive [alors] Eretz Israel sera à nous.* » En 1924, il écrit encore : « *Plus nous aurons de localités juives (yeshouvim), dans les villages et dans les villes, et plus nous les développerons, plus notre autonomie se renforcera et grandira, et l'Etat juif naîtra* »<sup>12</sup>.

Lui-même prend la tête des instances sionistes socialistes de Palestine. Il va aussi s'appuyer beaucoup sur les structures proto-étatiques du Yishouv, permises par le Mandat britannique : la Histadrout, l'Agence juive, l'Organisation sioniste mondiale. Il prend la tête du syndicat en 1921, préside à la création en 1930 du parti Mapaï, puis devient président de l'exécutif de l'Agence juive en 1935. Ces institutions représentent *Israël avant Israël*. La Commission d'enquête anglo-américaine le reconnaîtra d'ailleurs, en les désignant en 1945 comme un « *Etat dans l'Etat* »<sup>13</sup>.

---

<sup>10</sup> Cité par Georges Bensoussan, *Une histoire politique et intellectuelle du sionisme, 1860-1940*, Paris, Fayard, 2002, p. 431.

<sup>11</sup> 11 novembre 1936, cité par Nathan Yanai, "Ben-Gurion's Concept of Mamlahtiut and the forming reality of the State of Israel", *Jewish Political Studies*, Spring 1989.

<sup>12</sup> Cité par Anita Shapira, *Ben Gourion, op. cit.*

<sup>13</sup> « *Il existe ainsi virtuellement un Etat juif non-territorial, qui a ses propres organes exécutifs et législatifs, parallèles, dans bien des cas, à l'administration mandataire, et constituant, sous une forme concrète, le symbole du foyer national juif* ». Rapport de la Commission d'enquête anglo-américaine sur la

De façon éclairante, *Israël avant Israël* est le titre d'une des autobiographies de Ben Gourion<sup>14</sup>. L'homme et l'Etat tendent à se confondre, non seulement le militant sioniste animé de son idéal, mais le politique saisi par la fibre étatique, celui qui se sait la stature d'un homme d'Etat avant même d'être chef d'Etat. Se dessine aussi chez Ben Gourion un pouvoir très incarné, mais fatalement très personnel. Est-ce son éducation polonaise à l'ombre de l'Empire russe ? Sa conception de l'Etat est assez autoritaire, dirigiste, loin des modèles d'Europe occidentale. Quant au profil idéal du chef d'Etat, il transparait dans le portrait que le jeune David Green dresse de Herzl à la mort de celui-ci, en 1904 :

*« Il n'y aura jamais aucun homme aussi extraordinaire que celui qui a combiné l'héroïsme des Macchabées avec les stratagèmes de David, le courage de Rabbi Akiva, mort avec le mot 'un' sur ses lèvres et l'humilité d'Hillel, la beauté de Rabbi Yehuda Ha-Nassi et l'amour fougueux de Rabbi Yehuda Halevi. [...] Le désir de lutter pour la renaissance léguée par l'homme, avec la volonté des dieux, brûlera en nous jusqu'à l'achèvement de la grande tâche, pour laquelle le grand chef sacrifia son illustre vie »*<sup>15</sup>.

Par-delà le ton ampoulé, et ce passage typiquement nietzschéen (« *la volonté des Dieux* ») comme le note fort justement l'historienne Anita Shapira, Ben Gourion exalte le courage et le sacrifice personnel. Il aspire à être le chef capable d'agir, quand l'histoire le commande, y compris seul contre tout et contre tous ; il saura d'ailleurs s'élever à la dimension de chef d'Etat en ayant l'audace de prendre des décisions frappantes mais cruelles (l'affaire de l'Exodus, en 1947) ou impopulaires (la guerre fratricide contre Menahem Begin avec bombardement de l'Altaléna, en 1948). Tout jeune, il a signé son caractère par le choix de son nom hébraïsé : David Green est en effet devenu Ben Gourion, le fils du leader de la Grande révolte contre les Romains, le combattant courageux et résolu décrit par Flavius Josèphe. Ainsi, tout chez lui transpire le volontarisme.

C'est après être devenu chef du Yishouv, en sa qualité de président de l'exécutif de l'Agence juive, en 1935, qu'opère la bascule. Ben Gourion en vient à délaisser la stratégie du secret pour épouser un « *sionisme combattant* ». Comme Jabotinsky, c'est sans doute la violente révolte arabe de 1936 qui l'y a conduit – à quoi bon continuer de faire profil bas ? De plus, le revirement britannique, avec le Livre Blanc de 1939 qui restreint l'immigration juive, l'engage à se dissocier de la ligne de Weizmann.

Officiellement, ce retournement a lieu en mai 1942, à la Conférence de Biltmore, aux Etats-Unis, où est adopté le programme sioniste réclamant « *l'accomplissement des buts originels de la déclaration Balfour et du Mandat* ». Pour la première fois, un Etat juif indépendant est présenté comme l'exigence première du sionisme et sa priorité sitôt la Seconde Guerre mondiale terminée. 1942 marque ainsi une rupture fondamentale avec le sionisme synthétique de Haïm Weizmann. Elle ouvre une nouvelle ère : si Weizmann, père de la déclaration Balfour, architecte du dialogue avec Londres, reste le président de

---

question de Palestine, 26 juillet 1946, partie VIII « Les Juifs, les Arabes et le gouvernement », chapitre « L'Etat dans l'Etat ».

<sup>14</sup> David Ben Gourion, *Mémoires. Israël avant Israël*, Paris, Grasset, 1974.

<sup>15</sup> Lettre de Ben Gourion à Shlomo Fuchs, 16 juillet 1904, cité par Anita Shapira, *op. cit.*

l'Organisation sioniste mondiale (OMS), le pouvoir réel passe entre les mains du chef du Yishouv, Ben Gourion ; un chef résolument combattant.

Après-guerre, Ben Gourion lance la révolte armée en Palestine. Fuyant la répression britannique, il s'installe en 1946 pour cinq mois à Paris, promue base arrière de la révolte, capitale de l'immigration illégale (*l'aliyah Beth*) et vitrine du renouveau sioniste<sup>16</sup>. C'est en effet dans la capitale française que l'exécutif de l'Agence juive adopte, en août 1946, un plan de partage de la Palestine, avec Jérusalem internationalisée. C'est une véritable révolution copernicienne pour le mouvement sioniste, qui rompt avec le modèle de l'Israël biblique. Et s'aliène encore les révisionnistes, défenseurs d'un Grand Israël sur les deux rives du Jourdain.

Quel Etat pour Ben Gourion ? En réalité, il se rallie par pur pragmatisme au plan d'« *un Etat juif viable sur une partie suffisante d'Eretz Israël* » décidé au congrès de l'exécutif de l'Agence juive. L'enjeu est pour lui de fédérer les activistes et les modérés afin de prendre la tête de l'OMS. C'est chose faite en décembre 1946 au XXII<sup>e</sup> Congrès de Bâle, où il s'impose définitivement sur Weizmann au prix d'une bataille très violente (il l'accuse d'être corrompu, peureux, « *antédiluvien* »). Il gagne, en outre, la conduite des affaires de Défense, qui s'avèrera essentielle quand Ben Gourion lancera l'offensive anti-arabe, annonciatrice d'une régionalisation de la guerre. Parmi tous les plans proposés – poursuite du Mandat britannique, plan Morrison-Grady de cantonisation de la Palestine, tutelle étrangère, fédération judéo-arabe), Ben Gourion fait adopter par les membres du congrès sioniste le plan de partage en deux Etats. Mais, de plus en plus agressif, il refuse d'en discuter avec les Britanniques : « *Nous ne voulons pas nous tourner vers l'Angleterre comme des mendiants réclamant de la bonté. Nous réclamons ce qui nous appartient de droit* », déclare-t-il.

Quand deux mois plus tard, le 18 février 1947, Ernest Bevin, le chef du *Foreign Office*, annonce porter la question du Mandat devant l'ONU, le compte à rebours est enclenché pour Ben Gourion. Il se prépare autant à l'indépendance qu'aux combats.

---

<sup>16</sup> Cf. Frédérique Schillo, *La Politique française à l'égard d'Israël, 1946-1959*, Bruxelles, André Versaille Editeur, 2012, « Israël à Paris », pp. 34-91.

### 3. L'audace de la diplomatie sioniste

La décision de porter la question de Palestine devant l'ONU résulte de l'échec de Bevin à offrir une solution pour les Sionistes et les Arabes ; les premiers s'en tenant au projet d'« *Etat viable* », les seconds refusant toute idée de partage, quel qu'il soit. Mais point de capitulation dans l'esprit des Britanniques. Selon les mots de l'Ambassadeur de France à Londres, le gouvernement anglais « *n'entend pas (...) rester seul maintenant à assumer toutes les responsabilités morales des obligations d'un mandataire* »<sup>17</sup>. Il a bien l'intention de partager le fardeau. Quant à savoir s'il veut se débarrasser de la Palestine, c'est tout le contraire. Bevin va d'ailleurs durcir la répression antiterroriste contre l'Irgoun et le groupe Stern, ainsi que sa politique migratoire, repoussant avec toujours plus de brutalité les clandestins en mer. En février 1947, au cours de l'arraisonnement du *Lanegev*, un soldat anglais tire sur un passager du navire et le tue. C'est la première victime de l'*Aliyah Beth*, le programme d'immigration illégale vers la Terre sainte organisé par l'Agence juive. Pour rescapés de la Shoah, la longue traversée sur les routes d'Europe puis les eaux de Méditerranée se termine dans un camp d'internement à Chypre. On y compte bientôt 15 000 personnes, si bien que les Britanniques doivent ouvrir un second camp début 1947.

Personne n'envisage alors la fin du Mandat. Celui-ci va se déliter rapidement, notamment sous l'effet de la triple offensive conduite par Ben Gourion : stratégique, idéologique et diplomatique. Stratégique d'abord avec l'organisation de la résistance armée (notamment autour de l'activation des filières d'armes), et de l'immigration clandestine. L'affaire de l'*Exodus*, qui éclate à l'été 1947, est de ce point de vue un « *coup de génie* » selon les propres mots de Shertok. Le bateau renommé symboliquement « *Exodus 1947* » est arraisonné au large de la Palestine lors d'un abordage d'une extrême violence qui fait trois morts et des centaines de blessés. Les 4 550 passagers clandestins sont transférés à bord de trois *Liberty ships* transformés en bateaux-cages et renvoyés vers leur port de départ à Port-de-Bouc, près de Marseille. Le calvaire des réfugiés, refusant de débarquer en France, puis ramenés de force vers les camps de Hambourg, émeut le monde entier<sup>18</sup>.

Ben Gourion vient de remporter la bataille de l'opinion. Reste à convaincre les décideurs politiques. Or, l'Affaire de l'*Exodus* éclate au moment même où les membres de l'UNSCOP, le comité onusien chargé de trouver une solution au conflit, se trouve en Palestine. Ce sont eux qui proposeront le plan, soumis au vote le 29 novembre 1947. Il prévoit le partage du territoire en un Etat juif (498 000 Juifs et 407 000 Arabes) et un Etat arabe (725 000 Arabes et 10 000 Juifs) ; Jérusalem et sa région étant constitués en *corpus separatum*.

Offensive idéologique encore lorsque l'Agence juive, mais plus encore les groupes politico-militaires dissidents que sont le Léhi (groupe Stern) et l'Etzel (l'Irgoun Zvai Leumi), lancent au printemps 1947 une vaste campagne en Europe et aux Etats-Unis pour sensibiliser l'opinion. Ils organisent des manifestations, des conférences, montent des associations, publient des revues : en France, ce sont *Front de combat* pour le groupe

<sup>17</sup> MAEE, Levant, Palestine, 381, René Massigli à Georges Bidault, Londres, 11 février 1946, dép. n°400.

<sup>18</sup> Cf. Frédérique Schillo, « La décision française dans l'affaire de l'*Exodus*. Retour sur un malentendu historique », *Relations internationales*, 2010/2, n°142, pp. 37-51.

Stern, *La Riposte* pour l'Irgoun, où les soldats engagés contre les Britanniques se présentent comme les nouveaux Macchabées, frères d'armes des Résistants au nazisme. Le cercle des soutiens s'élargit. Le rédacteur de *La Riposte* ouvre les colonnes du premier numéro au plus célèbre adhérent de la Ligue Française pour la Palestine Libre (branche de l'Irgoun) : Jean-Paul Sartre, qui avait été sensibilisé au message révisionniste par son ancien élève Robert Misrahi et par Arthur Koestler<sup>19</sup>. En retour, le philosophe star offre une tribune à la Ligue dans sa revue *Les Temps modernes* : « Renaissance des hébreux. Du sionisme au mouvement de libération nationale » ; une longue apologie de la résistance juive palestinienne<sup>20</sup>.

Offensive diplomatique, enfin. L'internationalisation de la question de Palestine oblige les Sionistes à se réinventer : après 30 ans de diplomatie essentiellement tournée vers la Grande-Bretagne, il leur faut désormais convaincre 55 Etats membres des Nations unies, certains totalement inconnus. « *Je vous défie de trouver l'Uruguay, le Paraguay, ou le Schmaraguay sur cette carte* », ironise Weizmann<sup>21</sup>.

En outre, il faut convaincre des interlocuteurs ignorants du fait sioniste. L'idée nationale juive est la plupart du temps vidée de son cœur politique dans l'esprit des gens, réduite à sa seule dimension religieuse. Après guerre, le sionisme reste un mouvement de pensée méconnu, étant seulement appréhendé par son versant le plus visible : l'*aliyah*. La France, par exemple, fait preuve d'une grande libéralité à l'égard des réfugiés juifs (comme le prouve l'affaire de l'Exodus), mais qui trahit surtout son désintérêt pour une région extérieure à sa sphère d'influence traditionnelle. Sans compter la satisfaction revancharde de voir la Perfide Albion malmenée.

La prise de conscience de la question juive, avec le phénomène des personnes déplacées et le verdict de Nuremberg en 1946, bouleverse l'opinion. Cependant, le sentiment de culpabilité qui guide parfois les décideurs politiques ou militaires pèse bien peu, en vérité, face aux intérêts stratégiques des Etats au moment où le Proche-Orient devient le théâtre de l'affrontement entre les deux blocs.

Heureusement, la diplomatie sioniste se révèle tenace mais aussi audacieuse, inventive, quand elle sonde de nouveaux terrains, joue sur plusieurs registres, incline volontiers à la diplomatie du secret s'il le faut, sait flatter ses interlocuteurs, alterner des moments de forte pression politique puis de relâchement, se montre patiente et arrive à penser le temps long.

Premier exemple de cette diplomatie inventive : en avril 1946, l'Agence juive propose aux Français, *via* le général Paul Beynet, délégué général de la France au Levant, une alliance de revers centrée sur le Liban, où la France possède de nombreux intérêts politiques, militaires et religieux. Plus précisément, le projet sioniste a pour objet la défense des Chrétiens libanais, chers aux Français, en misant sur la solidarité naturelle entre minorités (juive et maronite) face au nationalisme arabo-musulman dans la région<sup>22</sup>.

---

<sup>19</sup> *La Riposte*, n°1, 31 mars 1947, « Bulletin de naissance », pp. 1 et 6.

<sup>20</sup> Le texte est signé Yehouda Hadache [pseudonyme d'Albert Stara], *Les Temps modernes*, 2<sup>e</sup> année, n°20, mai 1947, pp. 1497-1516.

<sup>21</sup> « Conversation avec Abba Eban », *Davar*, 27 novembre 1987.

<sup>22</sup> Cf. Frédérique Schillo, *La Politique française à l'égard d'Israël*, *op. cit.*

Un plan judéo-maronite est signé en mai 1946, même s'il fait long feu. Quant au projet d'alliance présenté aux militaires français, il permet un premier rapprochement politique, des échanges de renseignements. Toutefois, il reste insuffisant pour infléchir la position du Quai d'Orsay, traditionnellement pro-arabe, comme pour gagner la voix de la France à l'ONU.

Craignant pour ses intérêts en Méditerranée, la France va se réfugier tout au long des débats dans une apparente neutralité, transformée en abstention sur le plan de partage, qu'elle va revendiquer au risque d'entraîner avec elle d'autres nations. La France tentera enfin une ultime médiation avec les Etats arabes le temps de faire repousser le vote au 29 novembre 1947. Il faudra tout le poids de la puissance américaine pour la contraindre à voter en faveur d'un Etat juif en Palestine afin de ne pas faire échec au plan majoritaire.

Pourtant, Washington a dû affronter les mêmes dilemmes que Paris. La politique américaine est en effet traversée des mêmes clivages avec, d'un côté, les Départements d'Etat et de la Défense pro-arabes, et, de l'autre, une Maison Blanche et un parti démocrate pro-sionistes.

A l'instar des Français, les Etats-Unis ont longtemps recherché un compromis indispensable pour faire taire leurs divisions internes et adopter une position claire à l'ONU. Le président Harry Truman est resté attentif à tous les arguments. Même s'il se montre sensible à la question juive en se déclarant pour le partage de la Palestine dans son discours du 4 octobre 1946, jour du Kippour, celui-ci n'est en rien un geste définitif<sup>23</sup>. Certains historiens n'hésitent pas à pointer l'ambivalence du président, tantôt pro-arabe, tantôt pro-sioniste. La critique la plus crue reste celle de Peter Gorse selon lequel, « *en vérité, Truman n'avait pas réellement de politique* » sur la question de Palestine<sup>24</sup>.

Les membres de la délégation américaine vont se rallier peu à peu au partage autant par philo-judaïsme, à l'image d'Eleanor Roosevelt, la plus célèbre d'entre eux, que par pragmatisme : le partage représente la seule solution viable sur le terrain. C'est là tout la force du lobbying sioniste (celui de l'Agence juive mais également des révisionnistes américains, très actifs), historiquement ancien, sociologiquement bien implanté, légalement reconnu et politiquement très efficace au Congrès, dans la presse, et au parti démocrate ; les Etats-Unis étant le seul pays où l'on puisse parler d'un « vote juif »<sup>25</sup>.

Enfin, un dernier exemple de diplomatie audacieuse : le rapprochement avec les Soviétiques, pourtant des antisionistes dogmatiques, voire antisémites. Le premier contact a lieu début 1940, à Londres, entre le grand rabbin de Palestine, Isaac Halevi Herzog, et l'ambassadeur soviétique Ivan Mikhailovich Maïski, un diplomate d'origine juive. Herzog souhaite obtenir des visas pour ses étudiants polonais réfugiés en Lituanie, qui veulent monter en Palestine. Parallèlement, le représentant de l'Agence juive aux Etats-

---

<sup>23</sup> Cf. Michael J. Cohen, *Truman and Israel*, Berkeley, Univ. of California Press, 1992, pp. 149-172.

<sup>24</sup> Peter Gorse, *Israel in the mind of America*, New York, Alfred Knopf, 1983 et aussi « The President versus the Diplomats », in Wm Roger Louis et Robert N. Stookey, *The End of the Palestine Mandate*, Austin Univ. of Texas Press, 1986.

<sup>25</sup> Cf. Michael J. Cohen, « The Shaping of Truman's Zionist Policy : the Zionist Lobby », *Truman and Israel*, op. cit., pp. 59-86.

Unis Nahum Goldman et le grand rabbin Stephen Wise rencontrent l'ambassadeur soviétique à Washington, Konstantin Ousmanski, toujours au sujet des personnes déplacées.

Tout viendra de Londres. En janvier 1941 – soit six mois avant la rupture du pacte germano-soviétique – Haïm Weizmann rencontre Maïski à Londres. L'entretien qu'il va conduire est un modèle d'approche diplomatique<sup>26</sup>. Weizmann voit Maïski sous un prétexte anodin : « *la Palestine n'a pas de marché pour ses oranges, est-ce que l'URSS voudrait les prendre en échange de ses fourrures ?* » lui demande-t-il, en suggérant que les Juifs du Yishouv revendent ensuite leurs stocks de fourrures aux Américains. Puis Weizmann flatte l'Ambassadeur soviétique, estimant que les Juifs d'URSS « *ne sont pas menacés. Dans 20 ou 30 ans, si le régime actuel de votre pays dure, ils seront assimilés* », assure-t-il. Puis il se met à éreinter la Couronne britannique : « *les Anglais, et notamment leurs administrateurs coloniaux, n'aiment pas les Juifs. C'est particulièrement notable en Palestine, qui est habitée à la fois par des Juifs et des Arabes* », déclare Weizmann. Finalement, le diplomate sioniste en vient à l'essentiel, la raison d'être de sa visite, et souligne les intérêts pour la Russie à combattre aux côtés des sionistes l'influence britannique au Moyen-Orient.

En octobre 1941, c'est Ben Gourion qui s'entretient avec Maïski. Autre homme, autre technique : le chef du Mapaï choisit de faire vibrer la fibre socialiste ouvrière du diplomate, jure que le sionisme est « *une question de vie ou de mort* », qu'il est possible de réaliser en Palestine « *un nucleus du Commonwealth socialiste* » puis prédit que l'URSS sera « *une des trois puissances qui détermineront le sort du monde* ». Leurs efforts paient : fin 1943, sur le chemin de son retour vers Moscou, Maïski s'arrête en Palestine, où il rend visite à Ben Gourion. Il lui annonce que Moscou devra se positionner après-guerre pour résoudre la question juive. « *Pour moi, ce fut une révélation. Je pouvais difficilement y croire. Cela nous oblige à agir. Il y a maintenant un autre pays qui s'intéresse à cette question* », écrira Ben Gourion<sup>27</sup>. Ivan Maïski sera personnellement impliqué dans la décision de soutenir le plan de partage.

Le tournant officiel a lieu le 28 avril 1947 à la session spéciale de l'ONU quand le vice Ministre des Affaires étrangères Andreï Gromyko annonce que Moscou soutient le partage de la Palestine « *s'il s'avérait que les relations entre les Juifs et les Arabes de Palestine sont si tendues qu'il est impossible d'assurer la coexistence pacifique des Arabes et des Juifs.* » C'est un coup de tonnerre. Les communistes auraient-ils rompu avec leur antisionisme ? Malgré l'influence de Maïski, leur décision n'est empreinte d'aucun philojuudaïsme. En réalité, des arguments réalistes l'ont emporté : le *vacuum* laissé par l'effacement des Britanniques leur offre de brouiller encore l'influence occidentale en Méditerranée et de prendre pied au Moyen-Orient. Ainsi, il faut lire ce discours comme l'annonce du déclenchement de la guerre froide en Palestine : les deux Grands se toisent, mais du même camp. Ce tournant considérable surprend même les sionistes : « *Une telle prise de position constituait pour nous une aubaine inouïe. En un*

---

<sup>26</sup> Les citations suivantes sont extraites de *The Maisky Diaries. Red Ambassador to the Court of St James's, 1932-1943*, edited by Gabriel Gorodetsky, New Haven, Yale Univ., 2015.

<sup>27</sup> Cité par Laurent Rücker, *Staline, Israël et les Juifs*, Paris, PUF, 2001, p. 70.

*instant, toutes nos prévisions, tous nos calculs sur l'issue de la discussion aux Nations Unies se trouvaient bouleversées* », se rappelle Abba Eban<sup>28</sup>.

Le discours du délégué soviétique, en entraînant à sa suite le bloc de l'Est, peut être directement lié à l'adoption du plan de partage : la Résolution 181 (II) de l'Assemblée générale de l'ONU est adoptée le 29 novembre 1947 par 33 voix contre 13 et 10 abstentions<sup>29</sup>. L'événement est historique : « *Jamais le peuple juif n'avait obtenu cela avant. C'est une nouvelle histoire qui commence* » dira Ben Gourion. Plus encore, la position soviétique d'avril 1947 explique la décision de proclamer l'indépendance d'Israël le 14 mai 1948 car elle contient l'assurance d'un appui politique mais aussi et surtout militaire.

---

<sup>28</sup> Abba Eban, *Autobiographie*, Paris, Buchet/Chastel, 1979, p. 62.

<sup>29</sup> ONU, A/RES/181(II)/ (A+B), Résolution 181 (II). Ont voté pour : Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Costa Rica, Danemark, Etats-Unis, Equateur, France, Guatemala, Haïti, Islande, Liberia, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorusse, République socialiste soviétique d'Ukraine, Suède, Tchécoslovaquie, URSS, Union sud-africaine, Uruguay, Venezuela. Ont voté contre : Afghanistan, Arabie saoudite, Cuba, Egypte, Grèce, Inde, Iran, Irak, Liban, Pakistan, Syrie, Turquie, Yémen. Se sont abstenus : Argentine, Chili, Chine, Colombie, EL Salvador, Ethiopie, Honduras, Mexique, Royaume-Uni, Yougoslavie. Absent : le Siam.

## 4. Une décision au cœur du chaos

Pour comprendre les ressorts de la décision de Ben Gourion, il faut rappeler qu'Israël naît dans la guerre. Depuis 1946, la population vit au rythme des attentats quasi quotidiens. Au lendemain du plan de partage, le pays plonge dans la guerre civile. Deux bus transportant des Juifs sont attaqués près de Jaffa. L'attentat fait sept morts et de nombreux blessés. Ce sont les premières victimes d'un conflit annoncé comme sanglant. *Al Whada*, le journal des Husseini, la famille du Grand Mufti, titre le 30 novembre : « *Ce qui a été écrit en noir à Lake Success [à l'ONU] sera effacé en rouge en Palestine* ». Des troubles éclatent sur tout le territoire. Le 2 décembre, jour de la grève générale déclenchée par le Haut Comité arabe, des Juifs sont assassinés à Haïfa, Jaffa et Jérusalem. La Ligue arabe se joint à la lutte en envoyant une armée de secours en Palestine. Sur le terrain, les sionistes répondent aux attaques, les activistes de l'Irgoun et du Léhï ripostent et les troupes de la Haganah organisent la défense. Le 11 décembre, on compte déjà plus de 100 morts dans les deux camps<sup>30</sup>.

C'est à ce moment que la Grande-Bretagne annonce la fin de son mandat pour le 15 mai 1948 et l'évacuation totale de ses troupes au 1<sup>er</sup> août. L'ONU est placée dans une situation quasi impossible. Il lui reste cinq mois pour faire appliquer la résolution 181 ; autrement dit cinq mois pour ramener le calme, préparer la mise en œuvre du plan de partage, élaborer un statut international pour Jérusalem et sa région, et donner jour à un Etat arabe et un Etat juif associés dans une union économique. C'est peu dire que sa tâche est rude. De son côté, la Grande-Bretagne s'engage à faire respecter le plan de partage, mais refuse de collaborer avec quiconque sur l'avant ou l'après Mandat : elle se veut responsable jusqu'au bout, fière, tête haute, alors que le pays plonge dans le chaos. Et qu'elle-même se désintègre lentement. L'Administration civile, déjà éprouvée (l'attentat du King David, siège de l'Administration britannique à Jérusalem, avait fait 91 morts en juillet 1946) décide en janvier 1948 d'évacuer toutes les familles. En février, Jérusalem devient incontrôlable. Certains soldats en viennent à perdre, quant à eux, tout contrôle. Le 29 février, le groupe Stern attaque un train près de Réhovot qui évacuait des troupes de l'autorité mandataire, faisant 28 morts. En riposte, des soldats britanniques ouvrent le feu de manière indiscriminée dans les rues de Tel-Aviv, car la rumeur veut qu'elles soient contrôlées par la Haganah.

La peur, la mort rôdent dans chaque camp. Et personne n'est épargné. Le 27 février, l'ancien consul de Pologne Witold Hunalicki est retrouvé assassiné. Le 11 mars, le siège de l'Agence juive à Jérusalem est soufflé par un attentat à la bombe fomenté par le chauffeur arabe du consulat américain. Le pays s'enfonce dans la violence et les Anglais le regardent sombrer. Le 12 avril, le Secrétaire en chef du gouvernement mandataire, Sir Henry Gurney, basé à Jérusalem, note dans son journal, moitié cynique moitié blasé : « *Le vice-consul libanais vient d'être abattu devant sa véranda juste en bas de la rue ; l'âne qui apporte le lait du Consulat belge a été tué sous son porche.* »<sup>31</sup>

---

<sup>30</sup> 79 Juifs tués par des Arabes et 32 Palestiniens tués par des Juifs ou les forces de police britanniques.

<sup>31</sup> Cité par Motti Golani, *The End of the British Mandate for Palestine, 1948. The Diary of Sir Henry Gurney*, Londres, Palgrave, 2009; p. 112.

La Palestine sombre dans le chaos. En cause : la mutation du conflit entré dans un cycle infernal d'attaques, de ripostes et de contre-offensives, mais également le basculement de la position américaine, sous l'effet des pro-arabes des Départements d'Etat et de la Défense, qui délaisse le plan de partage, jugé inapplicable, pour une formule de tutelle internationale (le « *trusteeship* »). Privé du soutien américain, Ben Gourion craint que le rêve d'un Etat juif en Palestine ne s'envole. La dégradation de la situation et le très grand nombre de victimes juives l'ont déjà convaincu au tournant de l'année 1948 de passer de la *havlaga* (« retenue »), pratiquée du temps de la grande révolte arabe de 1936-39, à une stratégie conceptualisée sous l'expression de « défense active ». Au printemps 1948, l'aggravation des combats et la volte-face américaine l'engagent à avancer l'exécution du plan de la Haganah, prévue initialement à la fin du Mandat. Dénommé « plan Dalet », celui-ci se place dans la continuité du « plan Guimel » de mai 1946, qui envisageait pour la première fois une guerre contre les Arabes. Elaboré le 10 mars 1948 par Yigal Sukenik (le futur Yigal Yadin), il intègre deux éléments nouveaux : l'hypothèse d'une invasion des armées régulières arabes s'ajoutant aux forces locales palestiniennes, et la prévision selon laquelle aucune force internationale, aucune aide onusienne, ne viendra appliquer le partage par la force.

Le plan Dalet bouleverse la physionomie de la guerre. Pour les sionistes, il s'agit désormais de riposter lourdement à chaque attaque arabe, d'intensifier la défense statique des yeshouvim, de rétablir le contrôle des routes, de détruire les ponts aux frontières des Etats arabes, ce qui implique d'intervenir à l'intérieur du territoire ennemi, d'occuper les villages arabes, de les isoler au besoin en coupant leurs ressources vitales, mais aussi d'y frapper de manière préventive et d'y porter la guerre psychologique. Bref, la Haganah passe à l'offensive tous azimuts. Selon certains « nouveaux historiens » israéliens, c'est cette rupture stratégique qui est à l'origine du déclenchement du conflit régional en rendant l'escalade de la guerre inévitable<sup>32</sup>. Leur thèse n'est pas si éloignée de celle des historiens palestiniens, attribuant aux sionistes l'unique responsabilité de la première guerre israélo-arabe.

Ainsi, le premier objectif de l'opération « Nahshon », qui est de protéger le ravitaillement de Jérusalem, se solde-t-elle lors de la prise du village de Qastel, le 8 avril, par la mort du charismatique chef des milices de Judée, Abdel Qader al-Husseini, cousin du Grand Mufti. Le lendemain tombe le village de Deir Yassin, à l'ouest de Jérusalem. L'attaque menée avec l'accord de la Haganah par les hommes de l'Irgoun et du Léhi est d'une cruauté sans précédent. En dépit de la fuite des principaux hommes en âge de combattre et d'un appel aux villageois à déposer les armes, 100 à 120 enfants, femmes et vieillards sont massacrés<sup>33</sup>. Deir Yassin devient le symbole de la guerre sioniste à outrance. Il produit un choc politique et démographique, en provoquant l'exil de quelque 350 000 Palestiniens, qui se trouve être profitable à la bataille psychologique menée par Yadin. Mais il déclenche également une violente réaction des forces locales, désormais unies sous le cri de ralliement « Deir Yassin ! » et précipite l'intervention de la Légion arabe :

---

<sup>32</sup> Cf. Ilan Greilsammer, *La Nouvelle histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, Paris, Gallimard, 1998, pp. 180-181.

<sup>33</sup> Voir les chiffres commentés par Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Paris, Editions Complexe, 2003, pp. 227-237, plus généralement les recherches des nouveaux historiens, mais également les travaux publiés par l'Université de Bir Zeit.

Abdallah de Transjordanie prévient la Ligue arabe, réunie au Caire 24h après le massacre, de son intention d'entrer en Palestine dès la fin du mandat. Quand d'autres armées voisines menacent également d'envahir la Palestine, Abdallah songe à contrôler le territoire destiné dans le plan de partage à l'Etat palestinien.

Omniprésente, la violence se banalise. Pour preuve, concernant les batailles du 9 avril 1948, le consul général de France à Jérusalem, René Neuville, adresse quatre jours plus tard à Paris une dépêche dans laquelle il écrit au détour d'une phrase que « *d'autre part, la Stern et l'Irgoun ont assez brutalement occupé un village des environs ouest de Jérusalem. Faisant sauter les maisons, tuant ainsi quelque 200 Arabes, femmes et enfants en majorité.* »<sup>34</sup> Or, il s'agit du massacre du village de Deir Yassin – dont il ne cite pas même le nom – qui est immédiatement perçu par les Palestiniens, leurs voisins arabes et les autorités mandataires britanniques comme un tournant de la guerre, au point d'être resté jusqu'à nos jours le symbole de la *Nakba*<sup>35</sup>. Neuville relativise ensuite le bain de sang, en évoquant la riposte arabe du 13 avril : l'assaut contre un convoi d'ambulances vers l'hôpital Hadassah à Jérusalem, où plus de 60 médecins juifs sont brûlés vifs. Selon le diplomate français, par ailleurs fin observateur du fait militaire et des mutations stratégiques du conflit, « *cet exploit des Arabes contre un convoi de la Croix-Rouge n'est pas moins inhumain que la prise du village de Deir Yassin par les terroristes [...] qui souleva ces jours derniers la tapageuse réprobation du monde arabe.* »<sup>36</sup>

Les sionistes enregistrent des succès. Aux Palestiniens divisés et désordonnés, ils opposent des pionniers aguerris à la défense statique et les membres de l'Irgoun et du Léhi, mobiles et bien organisés. Surtout, ils sont à présent mieux armés. Golda Meyerson (Meir) fait une tournée aux Etats-Unis pour récolter des fonds qui serviront à l'armée de défense. Encouragée par l'URSS, la filière d'armes tchèque va se révéler essentielle. D'où l'importance vitale pour l'Etat à naître du soutien politique et militaire apporté par Moscou. Le 1<sup>er</sup> avril, le premier bateau chargé d'armes parti de Tchécoslovaquie débarque à Tel-Aviv avec sa cargaison, sans être freiné par les gardes britanniques<sup>37</sup>. Les armes tchèques permettent aux six brigades de la Haganah de faire face dans l'urgence aux objectifs opérationnels du plan Dalet. Elles arrivent aussi à temps pour le déclenchement de l'opération Nahshon. Tandis que la Haganah poursuit d'autres occupations de villages dans le centre, sans parvenir à libérer la route de Jérusalem, elle se rend maîtresse en deux semaines de places stratégiques en Galilée. Elle prend le contrôle du kibboutz de Mishmar Haemek sur la route Jénine-Haïfa ; une dizaine de villages arabes alentour sont rasés. Tibériade est prise le 19 avril ; Haïfa tombe le 23, entraînant de nouveaux exodes massifs de Palestiniens.

Si la Haganah est revigorée par l'afflux d'armes et des victoires sur le terrain, la situation n'en est pas moins totalement incertaine. Certes, Ben Gourion peut espérer que les troupes d'Abdallah de Transjordanie s'en tiennent à occuper l'Etat promis aux

---

<sup>34</sup> MAEE, Levant, Palestine, 400, René Neuville à Georges Bidault, Jérusalem, 6 avril 1948, n°270.

<sup>35</sup> Cf. Frédérique Schillo, « Un consul en guerre. René Neuville, Consul général de France à Jérusalem pendant la guerre de 1948 », in Silvia Marzagalli (éd.), *Les Consuls en Méditerranée. Agents d'information, XVI<sup>e</sup> –XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Librairie Garnier, 2015, pp.

<sup>36</sup> MAEE, Levant, Palestine, 400, tg de René Neuville, Jérusalem, 15 avril 1948, n°297.

<sup>37</sup> Cf. David Tal, *War in Palestine. Strategy and Diplomacy*, Londres, Routledge, 2004, p. 34.

Palestiniens. Mais que se passera-t-il face à l'invasion des armées arabes et à leurs milliers d'hommes, à leurs chars, leurs avions, leurs armes lourdes, leurs stocks de munitions ? Les Juifs de Palestine ont seulement 12 chars.

Face à de telles incertitudes, la décision de proclamer la naissance de l'Etat d'Israël ne relève-t-elle pas d'un geste insensé, relevant plus du cœur que de la raison ? Au contraire, c'est précisément au milieu d'un tel chaos qu'il est raisonnable de se demander : *Et si pas maintenant, quand ?* A contrario, en renonçant à annoncer l'indépendance de l'Etat à la fin du mandat britannique, en différant la proclamation, ou en acceptant une trêve par exemple, le risque serait de voir s'évanouir l'idée même d'Etat juif. Après tout, les Etats-Unis, premier soutien international aux sionistes, ont bien prouvé qu'ils étaient prêts à renoncer à l'application du plan de partage en s'en remettant à une formule de *trusteeship*. L'urgence impose donc de proclamer l'indépendance explique Moshe Sharett au secrétaire d'Etat américain, qu'il rencontre le 8 mai : « *L'Etat était physiquement à notre portée. Le laisser-aller maintenant pourrait être fatal. Il y avait un sentiment de maintenant ou jamais* »<sup>38</sup>.

De ce point de vue, proclamer la création de l'Etat participe à la défense du projet sioniste, à sa légitimation institutionnelle sur la scène internationale, mais plus largement à la défense physique du peuple juif en guerre. La structure étatique devient, à l'instar de l'armée, une sorte de bouclier, comme l'explique très bien Ben Gourion : « *Avant que l'Etat ne soit fondé, à la veille de sa création, nous n'avions qu'une obsession, l'autodéfense. Dans une large mesure, la création de l'Etat était en soi un acte d'autodéfense.* »<sup>39</sup>

Ce que Ben Gourion ne dit pas, en revanche, c'est son estimation de la situation sur le terrain en Palestine à la veille de la fin du Mandat britannique : même en plein cœur du chaos, elle reste encore favorable aux sionistes. Sa crainte est de voir modifier les équilibres en faveur des Arabes, que ce soit par l'invasion militaire des armées arabes ou bien en cas de remise en cause du plan de partage par les Grandes Puissances, si la main passe à l'ONU en faveur de la formule américaine de *trusteeship*. De la même façon, Ben Gourion refuse à ce moment une trêve qui, même si elle pouvait profiter à la Haganah en lui permettant de se réorganiser et se réapprovisionner en armes, verrait le retour des réfugiés palestiniens exilés ou expulsés depuis le déclenchement de la guerre civile et l'opération Nahshon. Là encore, les équilibres de la guerre en seraient modifiés. En outre, il le sait, le conflit régional qui s'annonce peut être aussi une opportunité. C'est à l'issue des combats que se dessineront les frontières du nouvel Etat, dont il peut espérer qu'elles seront plus larges que celles prévues par la résolution 181 de l'ONU, notamment sur Jérusalem.

Enfin, au moment où s'achève le Mandat britannique sur la Palestine, Ben Gourion n'agit pas en politicien froid. Il se met dans les pas des pères du sionisme, s'imprègne des générations qui l'ont précédé et songe à la rédemption nationale. Il y a un aspect

---

<sup>38</sup> Cité par Gabriel Sheffer, *Moshe Sharett, op. cit.*, p. 323. Le chapitre est intitulé « Et si pas maintenant, quand ? »

<sup>39</sup> Israel State Archives, MAE, 2447/3, 11 avril 1949, cité par Tom Segev, *Les Premiers Israéliens*, Paris, Calmann-Lévy, 1986, p. 271.

mystique essentiel chez lui, très bien souligné par son biographe Tom Segev. La déclaration d'indépendance comporte un aspect psychologique majeur, car elle est faite dans un moment d'urgence absolue marqué par une incertitude existentielle. Elle doit transcender les Israéliens et leur donner du courage dans la guerre à venir<sup>40</sup>.

---

<sup>40</sup> Tom Segev, *Un Etat à tout prix*, p. 404.

## 5. L'accélération de l'Histoire, 12-14 mai 1948

La proclamation de l'Etat d'Israël est 48h seulement avant la fin du mandat britannique, prévue le 14 mai 1948 à minuit. On a vu qu'elle n'était pas née d'un vote, contrairement à la légende. En revanche, des votes ont cependant bien eu lieu lors de cette réunion du Gouvernement provisoire sur des questions fondamentales.

Quel nom donner à l'Etat ? Israël est préféré par 7 voix contre 3 à Yehuda (Judée) et Zion (Sion) notamment parce qu'ils auraient relégué l'Etat juif à la fin des listes alphabétiques de l'ONU. Israël figurera sur la déclaration d'indépendance, dont une première version est présentée lors de cette réunion du 12 mai. La rédaction en a été confiée à Félix Rosenbluth (Pinhas Rosen), le futur ministre de la Justice, qui s'est adjoint les conseils du juriste de la Histadruth, Zvi Berenson. Tous deux ont planché sur les quatre grandes parties du texte : le lien du peuple juif à Eretz-Israël (la terre d'Israël) ; les bases historiques et légales de la déclaration d'indépendance à commencer par l'appel de Theodor Herzl lors du premier congrès sioniste de 1897 et la déclaration Balfour du 2 novembre 1917 ; le caractère démocratique du régime et enfin les droits sociaux, individuels et légaux grâce auxquels Israël peut se définir comme Etat juif et démocratique. Une deuxième version du texte est préparée par trois avocats : Z.E. Baker, A. Beham et A. Hintzheimer. Puis le document va encore s'enrichir en fonction des résultats des débats.

Faut-il parler des frontières dans la déclaration d'Indépendance ? Pour Ben Gourion, ce n'est pas un problème légal, puisque même la déclaration américaine ne les mentionne pas. Surtout, il entrevoit déjà la possibilité d'élargir les frontières de l'Etat : « *Nous avons accepté la résolution de l'ONU, mais pas les Arabes. Ils se préparent à nous faire la guerre. Si nous les vainquons et capturons la Galilée occidentale, ou un territoire des deux côtés de la route menant à Jérusalem, ces régions feront partie de l'Etat. Pourquoi devrions-nous nous obliger à accepter des frontières que les Arabes n'acceptent en aucun cas ?* »<sup>41</sup> La position de Ben Gourion est approuvée par 5 voix contre 4.

Faut-il mentionner Dieu dans la déclaration d'indépendance ? Un compromis est trouvé entre laïcs et religieux sur la formule « *mitoh bitahon beTzur Israël* » : nous plaçons notre sécurité dans le « Rocher d'Israël », ce dernier étant laissé à la libre interprétation de chacun, croyant ou non.

Jusqu'au dernier moment, Ben Gourion revoit sa copie. Le 13 mai au soir, il est encore en train de corriger le texte, expurgeant les passages trop longs, simplifiant le style quand Sharett le souhaitait plus construit. La proclamation est justifiée par les droits historiques et naturels du peuple juif, « *basé sur les résolutions de l'ONU* » (non « *en accord avec* » comme le demandait Sharett), qui est une référence au plan de partage du 29 novembre 1947 et lui donne donc une assise juridique très solide. Finalement, Ben Gourion ajoute lui-même la toute première phrase, celle qui ouvrira son discours : « *Eretz-Israël est le lieu où naquit le peuple juif* ».

---

<sup>41</sup> Déclaration de Ben Gourion au Conseil national, 12 mai 1948, Minutes de la réunion du Conseil des Treize.

Le lieu de la cérémonie a été choisi par le Conseil des Treize : le musée d'art de Tel-Aviv. Ce beau bâtiment de style Bauhaus, ancienne demeure du premier maire de la ville, par ailleurs consul honoraire de Belgique, Meir Dizengoff, a l'avantage de cacher derrière sa façade modeste une grande galerie où accueillir le gouvernement et ses invités. Certains auraient certes préféré la solennité religieuse d'une synagogue ou bien le faste moderne du nouveau théâtre Habima, inauguré deux ans plus tôt, mais la crainte que ces bâtiments soient pris pour cible par des bombardements aériens les en a dissuadés.

Il revient à Zeev Sharef, le secrétaire de l'Administration nationale et futur secrétaire du gouvernement, de mettre au point les derniers préparatifs. Celui-ci décide de dépouiller la galerie d'art pour ne garder aux murs que les tableaux d'artistes juifs : Marc Chagall, Samuel Hirszenberg... Puis il charge l'artiste Otto Wallish de transformer la galerie. La suite tient plutôt lieu de ce qu'on appelle familièrement en hébreu la *haltoura* ; autrement dit un joyeux bazar improvisé : tandis que Wallish part acheter de grandes tentures bleues pour couvrir les murs, des chaises sont rapportées des cafés de l'avenue et un microphone prêté par un magasin de musique du quartier<sup>42</sup>. Ben Gourion y prononcera son discours quelques heures plus tard. En attendant, le portrait de Theodor Herzl est accroché au-dessus de l'estrade.

Les invitations sont discrètement envoyées le 13 mai à quelque 350 notables religieux, politiques et militaires. Tous ont pour consigne de ne rien dévoiler. Aux journalistes, il est précisé que l'événement est sous boycott, la censure agissant à plein. C'est seulement à ce moment, le 13 mai, qu'un télégramme est envoyé au représentant de l'Agence juive à l'ONU pour le prévenir que l'Etat d'Israël va être proclamé. Des rumeurs commencent à circuler, mais le 14 mai encore, le consul français à Tel-Aviv veut croire que « *Ben Gourion se bornerait à annoncer la formation du gouvernement, sans toutefois proclamer la création de l'Etat juif* »<sup>43</sup>.

Le 14 mai, un sentiment d'urgence mêlé d'une grande fébrilité flotte parmi les membres du gouvernement. Le temps presse. Le mandat s'achève officiellement à minuit. Et puisqu'on est vendredi, la proclamation doit se faire impérativement avant l'entrée du shabbat. Au musée de Tel-Aviv se retrouve le Conseil national avec les chefs des yishouvim et autres leaders ; en tout, 37 signataires de la déclaration d'indépendance. Les onze membres de l'Administration nationale prennent place à la longue table installée sur l'estrade, entourant de part et d'autre Ben Gourion. Les journalistes sont aussi là, représentants de la presse nationale, correspondants internationaux, photographes et cameraman, qui leur font face. Et puisque la galerie est déjà pleine de murmures et de crépitements de flashes, l'orchestre philharmonique a pris place à l'étage, prêt à jouer l'*Hatikva*, l'hymne national du nouvel Etat. A 16h ce 14 mai 1948, dans la grande salle du musée sous le portrait de Herzl, Ben Gourion proclame « *la fondation de l'État juif en Eretz Israël, qui portera le nom d'Etat d'Israël* ».

---

<sup>42</sup> Cf. Shelley Kleinman, « The State of Israel declares independence », *Ariel. The Israel Review of Arts and Letters*, 107-108 (1998), pp. 33-42.

<sup>43</sup> Archives du Ministère français des Affaires étrangères et européennes, série Nations-Unies et Organisation internationales, 211, télégramme de Jacques Charreyron, Tel-Aviv, 14 mai 1948, n°127.

La cérémonie est brève ; 30 minutes. Dehors, c'est la liesse. Une euphorie populaire aussi intense qu'a pu être l'angoisse pendant ces derniers jours d'attente, de suspense. Quelle douce folie d'imaginer la renaissance miraculeuse de l'Etat juif après 2000 ans !

Tout le monde laisse exploser sa joie. Sauf Ben Gourion, qui écrit, sobre et grave, dans son Journal : « *Le 14 mai nous avons déclaré l'indépendance juive et l'Etat a été fondé. Son destin est entre les mains des forces de défense* ». Dans la nuit, le jeune Etat d'Israël est envahi par cinq armées arabes.

## 6. Conclusion

L'Etat d'Israël est né. Il y a quelque chose de miraculeux dans l'énoncé de cette formule. Et pourtant, l'événement ne tient ni du miracle, ni de la pensée magique, il est le résultat de l'activisme têtu et du volontarisme forcené d'une poignée d'hommes, politiques, militaires et diplomates sionistes, emmenés par David Ben Gourion. Quand l'idéologie sioniste peut paraître comme un doux rêve, on est là à l'opposé de l'utopie : l'événement est profondément enraciné dans le réel. Il émerge d'une guerre civile meurtrière qui se mue en conflit régional au Proche-Orient, et n'est rendu possible que par des décisions politiques et diplomatiques fortes.

De toutes celles que l'on a évoquées, la plus importante est sans doute l'activisme diplomatique auprès de Washington et de Moscou, qui va déboucher sur un compromis américano-soviétique, inédit en temps de Guerre froide, en faveur de la création d'un Etat juif en Palestine. Tout en découle ensuite : l'appui politique des deux blocs en faveur des sionistes, l'adoption du plan de partage de l'ONU le 29 novembre 1947, le soutien militaire à la défense de l'Etat, avec notamment la filière tchèque, et, finalement, la reconnaissance d'Israël par les deux Grands.

Car 11 minutes seulement après la proclamation de l'Etat par Ben Gourion, le président Truman reconnaît Israël *de facto*. La reconnaissance américaine entraîne celle du Guatemala, de l'Uruguay, du Nicaragua puis de l'Afrique du Sud. L'URSS et ses alliés vont plus loin encore puisque trois jours plus tard, le 17 mai, ils accordent à Israël une reconnaissance *de jure* ; c'est-à-dire totale et définitive. En consacrant l'Etat d'Israël, cette reconnaissance des deux Grands consacre véritablement l'événement.

Songez à ce qu'il aurait pu advenir si l'indépendance avait été proclamée, non par Ben Gourion, mais par Begin, ou si Ben Gourion s'était contenté d'annoncer un gouvernement provisoire en attendant la fondation de l'Etat, ou si encore la proclamation de l'Etat n'avait pas été suivie d'une reconnaissance immédiate des deux Grands ? L'événement n'aurait pas été aussi saillant. L'Etat d'Israël existe non seulement parce que David Ben Gourion proclame son existence. L'Etat d'Israël existe parce qu'il est reconnu comme tel.

Une histoire commence ce 14 mai 1948 et une autre s'achève, celle de l'utopie sioniste, ce rêve d'un Etat juif imaginé par Herzl près d'un demi-siècle plus tôt. Mais y a-t-il eu jamais d'utopie ailleurs que dans *Altneuland*, la grande fresque uchronique de Herzl ? La création d'Israël et la geste de ses Pères fondateurs nous l'enseignent : la puissance d'une idéologie se mesure à la force de conviction de ses décideurs, et pour s'affirmer une idée, aussi belle et juste soit-elle, ne repose que sur la logique bien réaliste de l'action politique et militaire. Après le 14 mai, le rapide établissement des structures de l'Etat et ses victoires dans la guerre seront autant de réussites accentuant l'image d'un « miracle juif », ainsi résumé par Arthur Koestler : « *l'histoire de David qui accepte le défi de Goliath et triomphe* »<sup>44</sup>. Les observateurs ne tariront pas d'éloges sur le prophète Ben Gourion et les bâtisseurs du « nouveau Temple », l'esprit de sacrifice des soldats de Tsahal ou la modernité des pionniers qui font reflourir le désert. A travers cette vision

---

<sup>44</sup> Arthur Koestler, *Analyse d'un miracle. Naissance d'Israël*, Paris, Calmann-Lévy, 1949, p. 258.

romantique, ils salueront, comme en ce jour du 14 mai 1948, la renaissance historique d'un Etat par ses décideurs, son peuple et son armée, et c'est bien cela qui fait le prodige israélien.